

LA-CNRS-259 *Personnalisation et Changements Sociaux*

28

**FONCTIONS DES GROUPEMENTS COOPÉRATIFS
EN AGRICULTURE
DANS UNE PÉRIODE DE CHANGEMENT SOCIAL.**

Professeur G. LANNEAU
Psychologie sociale Université Toulouse Le Mirail

Colloque International, Paris, 29 Février-1^{er} - 2 Mars 1984
"L'économie sociale en agriculture et en milieu rural"
Cahiers du CENECA – pp. 78-81.

(CENECA : Centre National des Expositions et Concours Agricoles, Paris)

MOTS CLÉS

Coopération agricole
Critique sociale
Fonction pédagogique de la coopération
Groupe de pression

Interstructuration
Rationalité
Soutien social

RÉSUMÉ

Le phénomène associatif, dans les campagnes françaises est avant tout, une réponse à un ensemble de processus de désorganisation des activités des paysans et des modes de régulation sociale des collectivités locales.

Les groupes mis en place par les agriculteurs pour utiliser des instruments inaccessibles individuellement contribuent à réorganiser l'ensemble de leurs conditions d'existence. Dès lors ils peuvent s'engager dans toute une série de changements en minimisant les risques avec l'appui de leurs propres groupes et le soutien de l'ensemble des institutions concernées par leurs projets

Ils s'initient au nouveau mode de rationalité, expérimentent de nouvelles relations avec leurs associés, apprennent à intervenir plus efficacement auprès de leurs partenaires sociaux. Transformant leur milieu et les institutions, ils réorganisent les conditions de leur socialisation et contrôlent les conditions de leur propre transformation.

FONCTIONS DES GROUPEMENTS COOPÉRATIFS EN AGRICULTURE DANS UNE PÉRIODE DE CHANGEMENT SOCIAL.

On ne peut comprendre le développement du mouvement coopératif et plus globalement l'expansion du phénomène associatif dans les campagnes françaises que si on l'interprète d'abord comme une réponse à un ensemble de processus de désorganisation des activités des paysans et des modes de régulation sociale des collectivités locales.

Désorganisation qui affecte les fondements de ces sociétés, aussi bien la base économique que les superstructures idéologiques. Le travail n'est pas transformé seulement dans ses pratiques quotidiennes mais plus profondément dans ses significations, dans ses finalités ... et dans sa structure puisque le producteur se situe de manière originale par rapport à ses instruments et à ses produits. La conduite de travail qui naguère servait de point d'articulation pour l'ensemble des autres activités en leur donnant un sens est maintenant épurée de ses composantes sociales et affectives pour ne conserver que le facteur technique. Et l'on comprend une telle épuration au profit de l'élément technique qui permet de multiplier les capacités du travailleur en même temps qu'il apparaît comme le seul facteur simple à partir duquel on puisse effectuer des pronostics et des prévisions, le seul facteur simple qui offre la possibilité de s'engager dans l'avenir en limitant les risques. Encore faut-il pouvoir disposer de ces instruments qui multiplient la force de travail, encore faut-il faire l'apprentissage de ces techniques qui assurent la maîtrise de la production. Maîtrise toute relative et qui ne concerne en fait qu'un secteur bien restreint, celui de la capacité de travail ... et d'autres incertitudes viennent perturber l'espoir que l'on avait placé dans la technologie alors qu'antérieurement des savoirs, constitués tout au long de l'histoire permettaient d'apporter des réponses relativement adaptées et satisfaisantes.

C'est d'abord tout un contexte de croissance accélérée et d'incitation intense au changement qui invite à la critique des pratiques traditionnelles et entraîne la culpabilisation de leurs utilisateurs. La dévalorisation de la profession agricole contribue à accélérer l'exode rural, désorganisant ainsi les mécanismes de régulation sociale.

Le modèle industriel est présenté comme exemplaire ; il doit dans les campagnes se substituer nécessairement aux modèles traditionnels. Et de partout s'exercent des pressions pour accélérer l'adoption du nouveau mode de rationalité éco-

nomique, mettant en oeuvre tout un ensemble d'institutions, de groupes, de relais et de canaux de communication. Par son échelon départemental, le ministère délègue ses techniciens qui se font agents de développement, encouragent l'expérimentation d'innovations, conseillent, suggèrent, apportent des subventions pour réduire les résistances, proposent des prêts. La profession avec ses chambres d'agriculture apporte son concours, stimule les initiatives, organise des démonstrations, intervient auprès des pouvoirs publics pour obtenir des aides financières destinées à soutenir des innovations localisées susceptibles de faire tache d'huile.

Les grandes coopératives, après avoir réglé certains problèmes de commercialisation, prospecté des marchés et accru leurs compétences en ce domaine peuvent s'intéresser aux conditions du développement régional. Pour bien placer sur le marché national et international la gamme des productions régionales, pour contribuer à l'amélioration du niveau de vie de leurs adhérents elles se fixent comme objectif prioritaire de parfaire le niveau de compétence des producteurs, de leur faire ressentir la nécessité d'accroître la production et d'en améliorer les qualités. Les campagnes sont alors sillonnées par tout un réseau de techniciens qui, après étude du marché, proposent au nom de la coopérative de nouvelles techniques de culture et d'élevage, assistent les novateurs dans la période de mise en route et vérifient le déroulement des opérations lorsque les agriculteurs se sont engagés par contrat à produire selon des normes bien définies.

Les syndicats vont dans le même sens et s'ils interviennent en tant que groupe de pression auprès des pouvoirs publics et de l'opinion pour faire connaître les exigences et les revendications des agriculteurs, ils contribuent à normaliser la profession et à faire intérioriser les nouveaux modèles. De son côté, le C.N.J.A., après la J.A.C., se fait le défenseur d'une profession méprisée et la meilleure façon pour obtenir la considération générale, pour valoriser l'image de l'agriculture et des agriculteurs, pour leur donner la dignité à laquelle ils peuvent prétendre c'est de contribuer à l'élévation du niveau technique. Pour cela il faut faire intérioriser l'idée que cette profession exige des connaissances pratiques, des apprentissages méthodiques.

Mais ce n'est pas tout ; les firmes industrielles en pleine expansion trouvent à leurs portes un débouché possible, un formidable marché à prospecter et à ouvrir pour peu que ces clients potentiels acceptent de voir les avantages d'une productivité accrue, les bienfaits de la croissance, les avantages de la motorisation, de l'équipement parfaitement adapté aux exigences des cultures et des élevages.

Leurs représentants interviennent conjointement avec les techniciens du ministère, de la profession et des coopératives auxquels ils apportent leurs concours et l'appui technique de leurs firmes pour des présentations de matériel et des démonstrations de traitement.

Les anciennes pratiques, les méthodes traditionnelles ainsi attaquées de toutes parts sont abandonnées au profit de ces techniques susceptibles d'améliorer définitivement et presque magiquement situation des paysans. C'est alors une période de mutation accélérée pleine d'espoir à ses débuts. Les agriculteurs croient avoir définitivement résolu leur problème essentiel, celui du temps en période de pointe ... Ils en découvrent d'autres; ils doivent faire face à de nouvelles exigences ressenties maintenant comme de véritables obligations auxquelles ils ne peuvent plus échapper ... à moins de se désolidariser des autres. Il faut maintenant s'engager

plus profondément dans le changement, dans le nouveau mode de rationalité sans être parfaitement assuré du résultat. À la période d'espoir succède celle de l'incertitude de l'angoisse face à l'ampleur des apprentissages.

Angoisse renforcée par la désagrégation du tissu social ou plus exactement ce qui reste de ce tissu se révèle incapable de contribuer à l'organisation des réponses tendant à maîtriser la situation. Dans cet état de désorganisation des collectivités locales, la plupart des agriculteurs sont incapables d'appréhender correctement les multiples informations et les stimulations désordonnées qui leur sont adressées. Seuls, ceux qui participent aux activités syndicales, qui fréquentent les réunions des coopératives, qui adhèrent à un C.E.T.A. ou à un C.I.V.A.M., ceux qui ont bénéficié d'une formation professionnelle ont à leur disposition tout un ensemble de repères sociaux, leur permettent de trier, de décanter, d'organiser toutes ces informations, de leur donner un sens, de leur trouver une utilité, d'en tirer le meilleur parti. Les autres, dans leur inquiétude ne peuvent que tenir à distance ces informations qui les troublent et les dérangent en attendant elles leur soient à nouveau adressées selon les canaux familiers, par des relais auxquels on peut en partie s'identifier.

C'est dans ce contexte de désorganisation des activités professionnelles, d'espérances déçues, d'incertitude, d'insatisfaction, de perte de confiance et aussi de destruction sociale que vont développer des pratiques coopératives au niveau local.

Ce n'est pas la simple désorganisation des activités de production qui suscite la réponse coopérative, mais aussi l'ensemble des conditions qui déterminent cette désorganisation et surtout la destruction du tissu social. Puisqu'il est impossible de trouver le soutien social qu'accordait la collectivité locale à ses membres, les préservant des menaces qui s'adressaient à eux et atténuant les effets des agressions qu'ils pouvaient subir en renforçant les liens de solidarité, on va essayer de constituer des réseaux d'alliances qui auront une fonction analogue.

Certes, c'est d'abord pour bénéficier au moindre coût des instruments ou machines qu'ils ne pourraient pas acquérir individuellement que les agriculteurs mettent en place des groupes plus ou moins institutionnalisés ; mais en même temps ils se donnent la possibilité d'apprendre le bon usage de la machine en partageant les risques, d'en explorer l'ensemble des possibilités dans un climat sécurisant, de partir à la découverte des exigences nouvelles concernant la production tout créant les conditions qui leur permettront de bénéficier du soutien social en cas d'échec.

Ce n'est ni sans conflits, ni sans déchirements que les agriculteurs mettent en place ces groupements ou y adhèrent. Si les relations d'entraide étaient encouragées par la tradition et s'inscrivaient "tout naturellement" dans les pratiques quotidiennes, elles s'organisaient de manière à respecter entièrement l'autonomie de chacun. Et c'est parce qu'elles étaient parfaitement codifiées sans que jamais on n'ait besoin de se référer à un règlement écrit pour régler un différend que chacun y trouvait son compte. Si chacun pouvait à tout moment rompre cette entente tacite s'il s'estimait lésé c'était un fait exceptionnel.

Cette apparente souplesse en faisait sa force et chacun s'efforçait d'honorer scrupuleusement les mes de cette convention qui n'avait nulle trace dans nulle archive si ce n'est dans la mémoire collective. Les nouvelles formes de coopération qui succèdent à cette entraide traditionnelle essaient d'en reproduire les caractéristiques essentielles : l'apparente souplesse, l'apparente absence de formalisation,

la possibilité laissée à chacun de se retirer à n'importe quel moment. On comprend alors le succès de ces "formes élémentaires" de la coopération, prêt et co-utilisation matériel qui expriment bien le conflit des agriculteurs désireux de bénéficier des avantages progrès et aussi soucieux de préserver leur autonomie et l'intégrité de leur territoire. Désir de disposer d'instruments de travail adaptés aux exigences nouvelles et crainte des conséquences de l'abandon des pratiques traditionnelles qui avaient apporté jusqu'alors une certaine sécurité.

Hésitations, craintes et conflits se révèlent également à travers la diversité des stratégies utilisées. Si pour certains il s'agit avant tout de limiter les risques d'un engagement coopératif trop important en refusant toute forme d'institutionnalisation et n'envisagent que le retrait en cas de difficulté ou d'échec, d'autres ressentent la nécessité d'un engagement bien défini où on aura explicité clairement les termes de l'accord, précisé les droits et les devoirs de chacun, mis en place des modalités de négociation pour prendre des décisions importantes et régler conflits. Si certains refusent de dépasser les limites du voisinage immédiat ou de la localité pour partager la propriété et l'usage de certains instruments, d'autres, soucieux d'accroître leur efficacité, acceptent d'élargir les frontières du recrutement et expriment le désir de bénéficier du soutien et du contrôle d'une puissante association au niveau régional et national que l'on pourra au besoin utiliser en tant que groupe de pression.

Multiples stratégies adoptées en fonction de la situation de chacun, de son projet et des possibilités offertes par l'environnement. Cependant, quelles que soient les finalités attribuées à la stratégie, les caractéristiques du groupement, son mode d'organisation, les circonstances de son éclosion, les caractéristiques de ses membres et celle de l'environnement, sa fonction ne se limite jamais aux objets explicites pour lesquels il a été créé.

Après une période de rodage, lorsque les hésitations et les craintes des premiers moments sont en partie atténuées et pour peu que les membres aient quelque motif de satisfaction ils élargissent la gamme des fonctions du groupe coopératif.

Fonction première, toujours présente, même si elle ne se manifeste pas au niveau de la conscience c'est la fonction de soutien social. Dans un environnement en voie de destruction, où les systèmes de référence se dissolvent, où les points de repère s'évanouissent, où la référence directe à la tradition n'est plus permise, dans un ensemble humain menacé dans son existence et en perte d'identité ... les membres de la collectivité en voie de désorganisation affirment leur solidarité à travers de nouvelles pratiques sociales et créent les conditions d'une résurgence de leur identité collective. Partager la propriété et l'usage de certains instruments, développer l'entraide, c'est affirmer la reconnaissance d'autrui comme partenaire, c'est s'engager dans des relations d'interdépendance déclarée, c'est accorder son soutien aux autres membres du groupe et en retour bénéficier de leur assistance et non pas seulement dans les activités pour lesquelles l'association a été créée.

C'est dans ce climat sécurisant que les agriculteurs vont pouvoir se livrer à tout un ensemble d'apprentissages qu'ils n'auraient pas pu effectuer isolément. Apprentissage technologique de la machine avec laquelle on se familiarise jusqu'à en obtenir toutes les possibilités mais surtout apprentissage de sa gestion pour l'intégrer

rationnellement dans l'ensemble du processus de production. C'est essentiellement dans des organisations comme les C.U.M.A. que ces apprentissages sont possibles. Pour assurer le bon fonctionnement du groupe, pour réduire l'inquiétude des adhérents il faut à tout moment pouvoir rendre compte de la gestion, présenter des justificatifs, rassurer, calculer des coûts d'amortissement, établir des barèmes, prévoir l'entretien et le remplacement de la machine.

Véritable lieu d'initiation à la gestion de l'entreprise où s'effectue progressivement, en contact direct de la réalité, au fur et à mesure que les problèmes d'organisation doivent être résolus, l'apprentissage des techniques de comptabilité, des règles économiques qui les fondent et de l'idéologie qui les justifie. Et c'est ainsi que paradoxalement, dans certaines conditions, des organisations coopératives peuvent contribuer à faciliter l'intériorisation des exigences de rentabilité, de productivité et de compétitivité.

Une composante particulièrement importante de cette fonction pédagogique mérite d'être distinguée parce qu'en fait elle fonde tous ces apprentissages, celle concernant le recueil, le traitement et la diffusion des informations. C'est dans les groupes coopératifs locaux que les informations prennent signification dans la mesure où elles concernent, par l'un de leurs aspects, le fonctionnement de l'association. Chacun peut alors se les approprier et les utiliser dans son contexte personnel. Ces groupes, même les plus faiblement institutionnalisés, même ceux qui au départ n'ont que des objectifs strictement économiques, qui limitent leur ambition à mettre à la disposition de leurs membres des instruments inaccessibles individuellement, deviennent des lieux de sensibilisation à tout un ensemble de problèmes, des lieux de formation permanente et de promotion sociale qui suscitent le besoin d'élargir et d'enrichir les connaissances.

Très vite, la plupart de ces petits groupes de voisinage se révèlent trop limités par rapport aux besoins nouvellement engendrés et font naître des insatisfactions annonciatrices de leur propre transformation ou disparition. D'ailleurs, dans la plupart des cas, lorsqu'ils ont rempli l'essentiel de leur fonction pédagogique, concernant la sensibilisation et l'initiation de leurs membres, ces groupes cessent leurs activités. Et si certains membres reviennent à des pratiques individuelles après avoir bénéficié du soutien social pour franchir une période difficile, d'autres cherchent ailleurs dans d'autres associations les moyens de satisfaire leurs récentes ambitions.

Cette fonction de sensibilisation et de prise de conscience ne se limite pas à des questions techniques et économiques, elle débouche dans certaines circonstances sur des problèmes de société et le groupe peut être un lieu de critique sociale.

L'adhésion à un groupe de pratiques coopératives, aussi peu institutionnalisées soit-elles, l'abandon d'activités strictement individuelles s'opèrent dans un climat conflictuel et le plus souvent c'est par nécessité que l'on s'associe aux autres pour bénéficier ensemble d'avantages inaccessibles individuellement. S'engager dans cette démarche, c'est reconnaître, en fait sa situation de dominé, c'est reconnaître son propre échec. Mais c'est parce qu'il y a déjà la possibilité de se référer à d'autres qui sont dans la même situation que l'échec est en partie dédramatisé et n'est plus culpabilisant. Il n'est plus vécu de manière dépressive et inhibitrice, mais il suscite le désir d'agir avec ses semblables pour rétablir au profit de tous, les rè-

gles détournées par ceux qui détiennent le pouvoir. L'échec n'est plus analysé en termes psychologiques et normatifs mais en termes sociopolitiques. Si certaines associations coopératives contribuent à masquer les différences et les conflits d'intérêt, d'autres, dans des contextes locaux différents manifestent leur visée de critique sociale et explicitent leurs projets de transformation sociale. Et c'est si vrai que toutes les associations locales, quelles qu'elles soient, sont l'enjeu de luttes pour parvenir à les contrôler et à les orienter ..., et les petites coopératives ne font pas exception à la règle et n'échappent pas à cette lutte pour le pouvoir.

Après avoir forcé le destin, transformé en partie les conditions d'existence, après avoir pris conscience de la composante sociopolitique, les coopérateurs qui ont pu apprécier les avantages de l'action concertée et en même temps mesurer les limites des possibilités d'un groupe réduit à la dimension locale peuvent envisager des modalités d'association plus efficaces.

Ils peuvent alors constituer des coopératives plus importantes dotées d'une nouvelle fonction, celle de groupe de pression, fonction qu'elles peuvent remplir selon les cas, isolément ou de manière concertée avec d'autres coopératives, œuvrant en d'autres lieux dans des circonstances et avec des objectifs similaires.

Alors que pour se faire entendre ils devaient se soumettre aux exigences des réseaux traditionnels contrôlés par les notables, ils sont reconnus à travers leur groupe comme des interlocuteurs crédibles disposant d'un pouvoir non négligeable par les pouvoirs publics, l'administration, les organisations professionnelles, les grandes coopératives. Il ne peut en résulter, pour les membres, qu'une image fortement valorisée : si le groupe bénéficie des attributs et des pouvoirs du notable, notamment de la considération sociale (mais d'un notable particulier qui n'a pas à monnayer son influence auprès de sa "clientèle"), c'est l'ensemble des adhérents qui en tire avantage.

En définitive, les groupes mis en place par les agriculteurs pour utiliser des instruments inaccessibles individuellement contribuent à réorganiser l'ensemble de leurs conditions d'existence. Dès lors ils peuvent s'engager dans toute une série de changements en minimisant les risques avec l'appui de leurs propres groupes et le soutien de l'ensemble des institutions concernées par leurs projets. Au cours de cette activité de recherche collective et de mise en place de nouvelles pratiques dans lesquelles ils s'engagent prudemment, ils découvrent les possibilités des instruments et machines mis au point pour accroître leur productivité, s'initient au nouveau mode de rationalité, expérimentent de nouvelles relations avec leurs associés, apprennent à intervenir plus efficacement auprès de leurs partenaires sociaux. En créant et en multipliant dans leur diversité des groupes locaux de micro-coopération les agriculteurs menacés se donnent des moyens leur permettant de maîtriser toute une série de changements affectant la société dans son ensemble et qu'ils ne veulent pas subir passivement.

Maîtriser certes les instruments de travail, les techniques, la production mais aussi les modalités de la relation avec leurs associés, les autres membres de la collectivité locale, l'environnement immédiat, les institutions et les autres acteurs sociaux. Ils peuvent alors accéder à une conscience plus claire de la place qu'ils occupent et de celle qu'ils veulent occuper dans l'ensemble du processus de production et dans la société et, remodelant avec les autres leur milieu et les règles qui

l'organisent, modifiant leurs conditions d'existence, ils prennent la responsabilité de leurs propres transformations ... Et l'on pourrait voir là l'émergence d'un ambitieux projet visant à maîtriser les conditions de l'interstructuration des individus et des institutions pour mieux contrôler les processus de socialisation et de personnalisation.

Cahiers du CENECA - Colloque International 84